



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

| | |
|-------------------------|---|
| Maître d'ouvrage | Direction régionale des douanes de Polynésie française Pôle logistique et informatique |
| Objet | Marché pour le renouvellement du parc d'antennes à faisceau hertzien de la direction des douanes de Polynésie française. Renouvellement_antennes_FH_Douanes |

FÉVRIER 2025

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché public à procédure adaptée (MAPA) de biens et de services relatif à l'opération visée à la page de garde du document et ayant pour objet le renouvellement du parc d'antennes à faisceau hertzien utilisé par la direction régionale des douanes de Polynésie française pour ses liaisons informatiques.

Le présent CCAP présente les mesures particulières dérogeant au CCAG-TIC publié par arrêté le 30 mars 2021. En l'absence de stipulation pertinente dans le CCAP, le CCAG s'applique.

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution du marché est de 5 mois à compter de la notification du contrat. Ce délai comprend la préparation, les études et les délais de fabrication du matériel.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité. Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-TIC ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes dont, le cas échéant, le plan d'assurance sécurité (PAS), le plan d'assurance qualité et/ou le plan de prévention des risques (PPR) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieures à la notification du marché.

3. IDENTIFICATION DES PARTIES DU MARCHÉ

3.1 MAÎTRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est la Direction régionale des douanes de Polynésie française.

Pour tout renseignement sur le projet il convient de contacter la personne suivante :

Pierre GUILLOTIN – Direction régionale des douanes – Pôle logistique et informatique

pierre.guillotin@douane.finances.gouv.fr

40 50 55 77 – 89 40 10 81

3.2 MAÎTRISE D'ŒUVRE

Ce projet ne comporte pas de maîtrise d'œuvre désignée. Toutes les questions techniques seront soumises à l'appréciation de la cellule TSI de la direction des douanes de Polynésie.

3.3 AUTRES INTERVENANTS DE L'OPÉRATION

D'autres intervenants pourront ponctuellement être intégrés à l'opération en fonction de la réglementation applicable et des besoins du projet. Le contenu des missions confiées à ces intervenants fera l'objet d'un cadrage préalable avec la maîtrise d'ouvrage qui en contrôle la pertinence et assure la cohérence du projet dans sa globalité.

Le maître d'ouvrage communiquera à ce dernier les coordonnées de ces intervenants dès leur désignation en précisant leurs missions respectives.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration du titulaire du marché avec l'un des autres intervenants, le titulaire en informe le maître d'ouvrage sans délai.

4. DÉMARRAGE DE LA MISSION

4.1 RÉUNION DE LANCEMENT

À l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de l'opération, le maître d'ouvrage et le titulaire se réunissent afin notamment :

- de définir les modalités d'échanges avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations
- de présenter toute contrainte ou aléa connu.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu dressé par le maître de l'ouvrage et transmis au titulaire.

5. CONFIDENTIALITÉ

Tous les documents et informations de quelque nature que ce soient, auxquels les parties auront accès au cours de l'exécution du présent contrat, seront considérés par elles comme strictement confidentiels.

Le titulaire s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature (commerciale, industrielle, technique, financière, nominative, etc) qui lui auront été communiquées par le maître d'ouvrage, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 DÉMARRAGE DU MARCHÉ

La date de démarrage est celle de la notification de l'acte d'engagement au titulaire. Il n'est pas prévu d'ordre de service pour dater le lancement de l'opération.

6.2 COMMUNICATION DE DOCUMENTS

Le maître d'ouvrage et le titulaire se communiquent toutes les informations et pièces dont ils sont destinataires et dont la connaissance leur est utile pour l'exécution du marché.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

6.3 LIVRABLES

Outre les dispositions 22 du CCAG-TIC, les prestations livrables sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. À défaut, le titulaire devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques.

La production de documents au format papier est facultative.

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient sous 30 (trente) jours. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations ne sont considérées comme admises qu'à la réception de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage conserve la possibilité de demander des modifications ou ajouts jusqu'à la fin du délai de garantie prévu à l'article 36 du CCAG-TIC.

6.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

Des réunions d'avancement seront tenues à chaque phase du projet tel que décrit au CTPP entre le maître d'ouvrage, le titulaire et les éventuels autres intervenants. Sur décision du maître d'ouvrage, ce rythme pourra être revu à la hausse ou à la baisse suivant le déroulement de l'opération.

6.5 DÉCOMPTES ET DE DEMANDES DE PAIEMENT

Le maître d'ouvrage procède, au cours du projet, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation de l'avancement de l'opération et les stipulations du marché.

7. PRIX DE LA PRESTATION

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché. Il est ferme, non révisable et non actualisable.

Le forfait de rémunération est fixé dans l'acte d'engagement, il est exprimé hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC). Le prix peut être libellé en euros ou en francs pacifiques.

8. PÉNALITÉS

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG-TIC et selon le calcul défini par cet article.

En cas de retard imputable au titulaire dans la présentation de ses documents, la validation de ceux qui lui sont soumis, en cas de retard dans l'avancement constaté, il encourt des pénalités pour un montant de 12 000 XPF par jour.

Par ailleurs, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 12 000 XPF en cas d'absence de ou retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier.

9. PAIEMENT DE LA PRESTATION

9.1 AVANCE

Le maître d'œuvre peut bénéficier d'une avance tel que prévu par l'article R2191-3 du Code de la commande publique et l'article 11.1 (option A) du CCAG-TIC.

Ainsi, lorsque le maître d'œuvre est une PME, le taux de l'avance est de 30 %. Dans le cas contraire, l'avance est de 5 %.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence dès la première demande de paiement validée au titulaire, indépendamment du niveau d'avancement de la prestation globale.

9.2 ACOMPTES

Le titulaire transmettra ses factures établies sur la base d'un avancement constaté et validé par le maître d'ouvrage. La transmission s'effectue sur le site CHORUS PRO, portail de transmission des demandes de paiement adressées au service financier de l'État.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- le montant des prestations réalisées, exprimé sur la base des prix forfaitaires de chaque prestation avec un taux d'avancement, conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 14 du CCAG-TIC (voir article 8) ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ), qui sera délivré au titulaire après la signature de l'acte d'engagement ;
- Le code du service exécutant, qui sera indiqué au titulaire après la signature de l'acte d'engagement ;
- Les coordonnées bancaires du titulaire.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission.

10. ASSURANCES – GARANTIE DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les attestations afférentes à ces deux garanties, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

11. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES

11.1 MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU MARCHÉ PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Tout différend entre les parties fait l'objet, de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

11.2 MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU MARCHÉ PAR LE TITULAIRE

Dans le cas où le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai de 15 jours minimum. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues par l'article 54 du CCAG-TIC.

12. DÉROGATIONS AU CCAG-TIC

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après dans le CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG-TIC :

- Dérogation à l'article du 4 CCAG-TIC par l'article 4 du présent CCAP ;
- Dérogation à l'article du 5 CCAG-TIC par l'article 5 du présent CCAP ;
- Dérogation à l'article du 22 CCAG-TIC par l'article 6 du présent CCAP ;
- Dérogation à l'article du 10 CCAG-TIC par l'article 7 du présent CCAP ;
- Dérogation à l'article du 14 CCAG-TIC par l'article 8 du présent CCAP ;
- Dérogation à l'article du 9 CCAG-TIC par l'article 10 du présent CCAP ;